

Chers camarades,

Si nous avons convoqué en urgence un Conseil national, c'est que nous venons de vivre un mois de janvier d'une exceptionnelle intensité, entre douleurs et espoirs et avec une charge émotive extraordinaire, autant populaire que personnelle. De Charlie à Syriza, en passant par le formidable élan populaire des marches citoyennes du 11 janvier, les consciences de notre peuple ont toutes été chahutées, interrogées. L'onde de choc est profonde. Elle aura d'importantes conséquences, encore toutes difficiles à anticiper. Il nous appartient d'en prendre la mesure et d'en tirer les premières conséquences politiques. Pour le faire, nous ne devons pas hésiter à bousculer nos certitudes, à ajuster nos analyses, à modifier nos objectifs et nos pratiques politiques, si nous le jugeons nécessaires.

Dans cette introduction à la discussion, je me suis efforcé de tenir compte des échanges que nous avons eus lors d'une réunion exceptionnelle réunissant le CEN et le comité du projet, d'une réunion des secrétaires départementaux et d'une rencontre avec une majorité de maires communistes.

J'y intègre également les premiers échanges publics que j'ai eus dans l'Allier, lors du lancement de notre campagne départementale et pendant les trois jours de rencontres dans la région PACA à l'occasion de la première étape de mon tour de France des régions. Plus de deux mille personnes rencontrées au total à Marseille, Vitrolles, Nice, Antibes, Toulon, Manosque, Orange et Nîmes. J'étais également hier dans les rues de Paris aux côtés de dizaines de milliers d'électriciens, de gaziers et de cheminots mobilisés dans deux manifestations qui ont convergé aux Invalides aux cris de « Tous ensemble ! ».

J'en tire une première remarque. L'onde de choc de tous ces événements est bel et bien là. Les Français en discutent partout, avec cette interrogation majeure en tête : dans quelle France, dans quelle République, dans quelle Europe et dans quel monde vivons-nous et voulons-nous vivre ?

Pour ordonner mon rapport, je ferai d'abord deux grandes séries de remarques et de propositions sur les deux grands événements de ce mois de janvier : les attaques terroristes et la réaction populaire qu'elles ont suscitée, et la victoire de Syriza. Je ferai ensuite part des conséquences qu'il convient à mes yeux d'en tirer pour le déploiement de notre travail d'alternative politique dans la durée et pour les élections départementales à venir.

#### Sur les attentats et le sursaut populaire du 11 janvier

L'attaque terroriste visant *Charlie Hebdo* et les meurtres de policiers et de citoyens juifs qui ont suivi visaient clairement la liberté d'expression et de conscience, cherchaient à semer la peur et la haine dans notre pays, s'inscrivant dans une spirale de violences guerrières clairement revendiquées.

La prise de conscience de la gravité de la situation et des dangers qu'elle faisait courir à notre société en crise a joué un rôle immédiat et très important dans les mobilisations populaires. 4 millions de Français sont descendus dans la rue pour dire leur refus de la violence, leur refus de la guerre, du racisme, en rejetant les amalgames, et en affirmant leur attachement aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité.

Ils ont voulu être acteurs de cette réaction en disant « c'est notre affaire ». C'est en tout cas le sens massif qui a été donné à la formule « *Je suis Charlie* », par l'essentiel de ceux qui manifestaient, un « *Tous Charlie* » largement repris dans le monde.

Cet immense élan populaire s'est accompagné d'un débat très profond pour comprendre ce qui s'est passé. Que s'est-il passé pour que nous en soyons là, se demandaient des millions de Français ? L'inquiétude entraîne une exceptionnelle disponibilité des esprits qui cherchent des réponses. C'est un moment de politisation qui aura de grandes conséquences, notamment dans la jeunesse. C'est l'enjeu majeur de la bataille politique en cours que la compréhension de ces événements, ce qu'ils disent de la crise du monde actuel. Cela peut basculer du côté d'une nécessaire transformation de l'ordre social pour le rendre plus humain et plus juste.

Sans rien nier des contradictions et du débat en cours, ni non plus des instrumentalisations politiques ou interprétations unilatérales déjà à l'œuvre, alimentées par des forces médiatiques simplistes, par exemple sur les minutes de silence dans les collèges et lycées, ne tournons pas trop vite la page : il y a dans la société française, dans notre peuple, des ressorts démocratiques et progressistes considérables sur lesquels il serait fou de ne pas prendre appui.

Cet élan populaire n'allait d'ailleurs pas de soi dans le climat politique nauséabond dans lequel sont survenus les attentats. Une Marine Le Pen tenant le haut du pavé médiatique, les bateaux d'immigrés échoués, des bancs publics grillagés, le refus d'inhumer un bébé rom, la parution du livre de Houellebecq... Le Front national rêvait tout haut d'un déferlement raciste et a été pris à contre-pied par la réaction populaire. Le refus de Marine Le Pen de se joindre aux marches est d'ailleurs un révélateur puissant de la nature profondément antirépublicaine du Front national. Nous ne le soulignerons jamais assez quand tant d'autres continuent à s'employer à le banaliser, comme on le voit avec le retour immédiat du Front national dans toutes les invitations médiatiques ou encore la scandaleuse décision du trombinoscope de désigner Steeve Briois « élu local de l'année ».

L'appréciation résolument positive que nous portons sur cet élan populaire ne conduit pas à une vision binaire de la situation. La réaction nationale est aussi porteuse d'une immense interrogation sur les responsabilités et les causes de ces événements.

La crise politique et démocratique très profonde que nous traversons, avec la montée de l'abstention, de l'extrême droite, et de la défiance politique, les immenses frustrations d'une jeunesse privée d'espoir et d'avenir, les stigmatisation et les humiliations subies par une partie importante de la jeunesse et des couches populaires, singulièrement celles d'origine immigrée et de confession musulmane... tout cela s'exprime aussi fortement.

Une partie de la société, victime d'inégalités et de discriminations, ternaillée par la peur d'être désignée responsable, témoigne de son malaise. C'est ce qu'exprime parfois maladroitement la formule entendue « *Je ne suis pas Charlie* ». Tout cela fait partie du débat qui agite le pays et que nous devons entendre.

Notre responsabilité est de faire le lien, avec tous nos concitoyens, entre le drame vécu et le caractère de plus en plus insupportable de l'ordre économique et social national et mondial.

La gravité des attentats commis nécessitait la réponse policière apportée et la prévention de nouveaux gestes criminels, toujours possibles, appelle des mesures de sécurité que nous approuvons. Mais, au-delà, il n'y aura pas, même en multipliant à l'infini les forces de police, de solution possible aux problèmes de sécurité nationale et internationale dans la logique de guerre et sans redonner un sens concret aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité en France, en Europe

et dans le monde.

De ce point de vue, quelques questions majeures s'imposent d'ores et déjà dans la confrontation politique, sur lesquelles il me paraît essentiel que nous intensifions notre intervention.

Le premier est celui de la guerre et de la paix.

« *Nous sommes en guerre* » déclare le Premier ministre. Nous récusons cette déclaration. Nous pensons mêmes que l'urgence est que la France soit entièrement mobilisée pour refuser la guerre et ses logiques.

Les 4 millions de Français n'ont d'ailleurs pas défilé pour la guerre, mais pour la refuser.

L'esprit du 11 janvier c'est une France fraternelle, solidaire, engagée pour la paix, le vivre-ensemble et la laïcité respectueuse des consciences.

La stratégie américaine et atlantiste de « guerre au terrorisme » déclenchée après les attentats du 11 Septembre, et dans laquelle la France est désormais totalement embarquée, produit depuis quinze ans le résultat inverse des objectifs affichés et est pour une large part aux origines des dérèglements du monde, de leur amplification guerrière, et des déstabilisations en Afrique de l'Ouest, au Proche et Moyen-Orient.

J'ai eu déjà l'occasion de m'en expliquer lors de mes vœux le 12 janvier. Nous l'avons fait au Parlement, refusant de donner notre assentiment à la poursuite de l'intervention militaire en Irak, et en demandant la redéfinition de la stratégie internationale française.

La formation de l'armée de Daesh et son offensive n'ont été rendues possibles que par le chaos des guerres et les complicités honteuses sur fond de prédatons et de dominations économiques et militaires.

A l'inverse, la libération de Kobané n'a été possible que grâce aux forces combattantes lourdes de l'YPG et du PKK, pourtant en butte à l'État turc, allié de l'Otan, et aux lâchetés de la France et de l'Europe à leur égard.

A l'inverse des logiques de guerre, et des stratégies hypocrites des deux poids, deux mesures pratiquées par les puissances atlantistes, nous plaçons pour une offensive politique et diplomatique de la France en faveur de la paix, du droit des peuples et du désarmement.

En manifestant notre solidarité aux combattantes et combattants de Kobané, nous portons 2 objectifs qui doivent être maintenant prioritaires:

- L'exigence de l'ouverture d'un couloir humanitaire permettant la reconstruction de la ville, en appui à l'aide aux réfugiés et aux municipalités qui les accueillent.
- L'exigence de la sortie du PKK des listes des organisations terroristes de l'UE et l'ouverture de véritables négociations sous égide internationale entre le gouvernement turc et le PKK.

Plus globalement, nous prôtons dans la région du Moyen-Orient pour que l'ONU reprenne la main et que soit lancé un plan général de paix et de développement du Proche et Moyen-Orient avec 5 premières priorités :

- La reconnaissance de l'État palestinien et l'appui au développement de la Palestine – qui représente le deuxième point d'appui de la paix au Proche-Orient (bataille pour laquelle nous appelons nos fédérations à se mobiliser en diffusant la pétition du CNPJD).

François Hollande a un mandat du Parlement, il doit le respecter et le mettre en œuvre.

- La reconnaissance des droits politiques et culturels des Kurdes partout où ils vivent, Kurdes qui portent les projets et expériences politiques laïcs, démocratiques et non confessionnels en œuvre.
- L'appui à l'émissaire de l'ONU sur la Syrie et à la mise en œuvre d'un vrai processus de négociations entre le régime et les forces d'opposition, d'un cessez-le-feu immédiat et d'une transition démocratique en Syrie.
- L'appui à la reconstruction d'un État laïc et démocratique en Irak.
- Un plan de dénucléarisation de la région et de démilitarisation des factions armées en faisant pression sur les bailleurs de fonds, soutiens politiques, pourvoyeurs d'armes et de troupes, et clients du pétrole contrôlés par ces factions que sont les pétromonarchies et la Turquie.

La logique de guerre doit être aussi renforcée sur notre sol. La sécurité et la prévention des actes terroristes, oui, la guerre contre un prétendu ennemi envahisseur, non.

Nos villes, qui ont inscrit la culture de la paix au cœur de leur action, veulent bâtir avec la population les solutions en portant haut, simultanément, les exigences sociales et démocratiques de luttes contre les injustices, toutes les injustices.

Nous ne voulons pas de l'armée dans nos quartiers, dans nos villes ou nos campagnes. Nous voulons une mobilisation générale de l'État pour l'emploi, la sécurité, la justice, les services publics, l'école, la santé, les transports. Nos maires et nos élus sont en première ligne de cette bataille. Philippe Rio, maire de Grigny l'a exprimé hier à l'Élysée en demandant un manifeste de la « République pour tous ».

Oui, ce que nous voulons ce n'est pas la guerre dans nos quartiers, c'est la République pour tous dans la paix, la sécurité, la justice et la fraternité.

De ce point de vue, l'enfilage des déclarations de Manuel Valls sur la France qui est en guerre, qui subirait « l'apartheid » et qui aurait besoin dans certains quartiers d'une « politique de peuplement » est extrêmement grave. Le choix des mots n'est pas innocent pour entretenir le sentiment que nous avons un problème avec une partie du peuple et détourner le regard des responsabilités sur le développement des inégalités.

De la même manière, il est grand temps de s'opposer avec beaucoup plus de fermeté et de combativité à tous les propos visant à stigmatiser les citoyens de confession musulmane. Le racisme larvé ou même totalement décomplexé n'est pas acceptable.

La bataille pour la refondation de la République, pour une République pour tous, libre, égale et fraternelle, pour reconstruire la France qui nous rassemble tous est la seconde question qui paraît prioritaire.

Cette bataille c'est celle de l'école, de la culture et des services publics, c'est celle de l'égalité territoriale dans tous les domaines et des moyens pour nos collectivités locales, c'est celle de la laïcité, de la fraternité et de l'antiracisme.

Je ne peux développer ici tous ces points, qui sont tous de grande importance.

Permettez-moi d'en souligner trois sur lesquels il me paraît nécessaire de hausser sans tarder nos initiatives.

Le premier est la question de l'école.

Après les attentats, l'intox médiatique sur la minute de silence a mis l'école sur le devant de la scène. En montant en épingle les incidents, le gouvernement et les médias ont rabattu le problème des attentats sur le problème des quartiers populaires et sur les « incivilités » d'une partie de la jeunesse de ces quartiers. La caricature imbécile de tout cela vient d'être atteinte avec la convocation au commissariat d'un enfant de 8 ans pour apologie de terrorisme. L'importance du débat sur l'école révèle toutefois autre chose de beaucoup plus intéressant. La société française ressent confusément qu'il n'y a pas de République sans école publique forte, et sans culture commune partagée.

Je pense donc que l'opportunité existe d'une offensive progressiste, à l'inverse du discours moralisateur et disciplinaire que le gouvernement semble vouloir promouvoir pour une véritable ambition éducative et culturelle.

Le second thème à pousser me paraît être celui de la laïcité. La confusion règne. Pour nous, la laïcité est un principe actif de la République, un outil de construction du vivre-ensemble. Elle ne demande pas aux citoyens de se dépouiller de leurs convictions religieuses ou de les abandonner dans l'espoir public. Elle ne prêche pas l'uniformité des consciences, elle dit que la légitimité du pouvoir réside dans la souveraineté du peuple et que l'État et ses missions de service public ne peuvent faire allégeance à aucune organisation ou conviction religieuse. Souveraineté populaire, égalité des droits, liberté d'opinion et fraternité accompagnent nécessairement la laïcité comme nous l'entendons. Certains avancent que la laïcité ne peut être ni ouverte, ni fermée, que la laïcité est la laïcité, fermez le ban. Mais c'est faire preuve de peu d'esprit laïc que de ne concevoir la laïcité comme la seule séparation des Églises et de l'État et ne fait, à partir de là, que dresser la liste des interdits. Telle que nous la concevons, la laïcité n'est pas le règne des interdits mais celui de la liberté.

C'est du point de vue de la laïcité que nous devons affronter la façon très inquiétante dont l'islam fait question dans la société. Nous devons affirmer fortement que l'islam fait aujourd'hui partie intégrante de la société française comme les autres religions, qu'elle doit y avoir sa place et que les musulmans comme les chrétiens, les juifs et les athées vivent ensemble dans un pays qui se construit sur les principes de la laïcité.

Cela m'amène à mon troisième point, la bataille antiraciste. Elle me paraît indispensable à repenser et à revaloriser. Ne sous-estimons pas l'extraordinaire difficulté devant laquelle nous nous trouvons. Non seulement parce que le poison raciste a envahi la société française, divise les pauvres et les travailleurs à un point tel qu'il devient un obstacle majeur à nos efforts de rassemblement social progressiste, mais aussi parce que la division des populations discriminées ou victimes de racisme est extrême. Le peur des uns se retourne contre les autres, la concurrence des victimes et par conséquent des racismes se développe. Unir l'ensemble de la population dans un même combat contre tous les racismes est une tâche à construire, dans laquelle il ne suffira pas d'appels généreux à l'antiracisme. Les opportunités doivent être déconstruites et la convergence relégitimée.

Sur ces trois points majeurs, l'école, la laïcité et l'antiracisme, nous devons inviter le Parti à multiplier les débats et les initiatives. Et je propose que sur chacun de ces trois thèmes, nous décidions de tenir, dans les prochaines semaines, une grande initiative publique nationale largement ouverte aux acteurs de ces combats pour entreprendre avec eux la reconquête politique et idéologique nécessaire.

Évidemment, il n'est point de combat concevable et pertinent sur l'ensemble de ces questions qui

n'affronterait pas la question sociale fondamentale.

La République solidaire que nous voulons et à laquelle notre peuple aspire bute désormais en tous points sur la politique d'austérité et sur les logiques de baisse du coût du travail qui provoquent un chômage et le précarité de masse, minent la société et ses solidarités. La jeunesse française et européenne, sacrifiée par ces politiques, est ainsi plongée dans un « no future » destructeur.

Le combat pour sortir la France de l'austérité et de l'exploitation féroce du travail par la finance est évidemment central.

La tentation d'utiliser l'élan d'unité nationale qui s'est manifestée après les attentats pour pousser les feux d'une union sacrée autour des choix gouvernementaux et patronaux est en train de faire long feu. Toutes les enquêtes d'opinion montrent que les préoccupations sociales restent entièrement là, sous le feu des événements dramatiques. La cicatrice des inégalités sociales est partout très vive. Les luttes sociales aussi. Plusieurs dizaines de milliers de gaziers, d'électriciens et à nouveau de cheminots étaient dans la rue hier. La grève des routiers est forte et beaucoup de secteurs sociaux dans l'éducation, les services sociaux, le commerce sont en ébullition.

Au fur et à mesure que le débat sur la loi Macron avance, les inquiétudes grandissent. La bataille engagée par nos parlementaires depuis lundi va se révéler de ce point de vue extrêmement utile, le discours d'André Chassaigne lundi en ouverture du débat circule déjà beaucoup, ainsi que le numéro spécial de l'HD illustré par Charb.

Nous devons amplifier et poursuivre cette démarche de bataille dans la durée car, je le rappelle, la discussion ne sera pas achevée avant avril. C'est donc une bataille dans la durée.

Élargir le Front des luttes en faisant converger sans cesse luttes sociales, mobilisations citoyennes et batailles médiatiques fait partie de nos priorités. Nous voulons travailler à l'émergence de percées sociales, citoyennes sur tous les fronts y compris médiatiques.

- Percées sociales, car ouvrir des perspectives c'est sans attendre rassembler dans l'action. Nous devons mieux faire passer dans notre pratique quotidienne, dans la hiérarchie de nos préoccupations, l'idée qu'il ne peut y avoir de changements sans mobilisations populaires, sans actions. Avec les salariés et leurs syndicats, avec les habitants et leurs associations, avec les militantes et militants des droits humains, les féministes, les créateurs, les chercheurs, nous avons tous les jours des convergences concrètes à construire pour faire reculer les politiques d'austérité, combattre la loi Macron. C'est dans cet esprit que nous devons dialoguer avec le monde syndical, et que nous agissions au sein du collectif 3A, Alternative à l'austérité.
- Percées citoyennes, car toutes les occasions doivent être saisies ou provoquées pour pousser le débat de la société.
- Percées médiatiques aussi, car il n'est plus possible de laisser faire cette insupportable confiscation du débat. A peine passée l'émotion, le retour des dérives médiatiques a été immédiat, avec un dévoiement complet de la parole citoyenne. Quant au pluralisme de ce débat, c'est désolant. Il aura fallu quasiment un mois pour qu'une première invitation soit adressée au secrétaire national du PCF et ce malgré la proximité qui nous unissait aux victimes des attentats, malgré celle qui nous unit à Syriza.

Je vous propose que nous organisions désormais la contre-offensive, notamment en changeant d'échelles dans notre utilisation collective des réseaux sociaux.

La réorganisation de notre travail en la matière est désormais incontournable, comme celle de notre bataille pour la liberté et la diversité de l'information.

Travailler aussi des percées sur le terrain des initiatives de solidarités concrètes. Ouvrir des perspectives passe par l'organisation de la solidarité avec les hommes et les femmes dans l'urgence sociale. Nous avons la chance dans notre pays de disposer d'organisations syndicales et d'associations indépendantes qui prennent en charge des pans entiers de la solidarité. Des milliers de communistes y militent quotidiennement. Les élus communistes travaillent aussi au quotidien à l'organisation de la solidarité concrète. Le Parti communiste doit prendre aussi sa part directement à l'organisation de la solidarité, ouvrir ses locaux, organiser des permanences pour participer à cette chaîne solidaire.

Evidemment, la bataille que je viens d'évoquer sur l'austérité vient de prendre un tour nouveau avec la victoire de Syriza en Grèce. Je veux donc m'y arrêter et en tirer quelques axes pour nous.

64 % de participation, 36,3% des voix et 149 députés, Syriza emporte une majorité écrasante aux élections législatives, à deux sièges de la majorité absolue, laissant Nouvelle Démocratie du Premier ministre sortant Samaras à 9% derrière. La poussée de la gauche grecque écarte le danger d'Aube Dorée qui ne retrouve pas son score des dernières élections.

Les partis : communiste, centriste et de droite souverainiste se maintiennent ou entrent à la Vouli. Seuls 35% des électeurs grecs ont soutenu les partis qui avaient fait alliance avec la troïka. Le Pasok (socialiste) échappe à l'humiliation mais Georges Papandréou qui avait créé son parti il y a quelques mois échoue à revenir au Parlement. Pour la première fois depuis 1974, aucun Papandréou ne siègera à la chambre.

Durant cette campagne courte, trois semaines, depuis l'échec de l'élection d'un Président de la République le 29 décembre dernier, rien n'a été épargné à Syriza. Madame Merkel tonnait des menaces qui se sont révélées contre-productives. Son mépris, sa morgue n'ont fait que renforcer les Grecs dans leur opposition aux politiques qu'elle représente. L'Union européenne, par la voix de Pierre Moscovici, avait aussi tenté une opération de sauvetage de l'attelage Nouvelle démocratie-Parti socialiste qui s'est révélée désastreuse.

Les droites européenne et grecque ont tenté le scénario de la peur et du chaos. Désormais, ce qui prime ce sont deux arguments plus subtils mais tout aussi malsains et méprisants. Premièrement : « vous ne connaissez pas le programme de Syriza, en fait il ne va pas très loin et il n'y aura pas de grands bouleversements », ou bien « la réalité va ramener Tsipras à la raison... et il ne se passera rien ». Et aussitôt le chantage reprend. Juncker vient de déclarer : « Athènes a accepté plus d'ajustement. Elle doit s'y sentir tenue. Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les Traités.

Il y a dans ces discours tout le mépris d'une certaine classe dirigeante européenne qui ne peut admettre que l'on puisse concevoir l'Europe autrement. Le TINA (There is no alternative) a fait des ravages et les Grecs, une fois l'euphorie de l'élection passée, devront se plier de gré ou de force à la volonté de ses bailleurs de fonds. Il y a un vieux fond de procès en illégitimité politique qui plane sur cet objet politique mal connu qu'est Syriza. Un parti qui était autour de 6% en 2009, qui devient le premier parti d'opposition en 2012 et qui arrive au pouvoir en 2015.

Ces discours, ces arguments des opposants à Syriza n'ont pas eu de prise sur un peuple qui souffre et qui de plus ne voit pas le bout du tunnel. N'oublions pas que toutes les politiques d'austérité voulues par le PASOK et Nouvelle démocratie n'avaient pour but officiel que de réduire la dette grecque. En 5 ans elle est passée de 94% à 175% du PIB. Le peuple d'Athènes n'est pas fou, il a

bien compris que ces politiques avaient bien un autre objectif, celui de se servir de la Grèce comme cobaye dans une vaste opération programmée de reculs sociaux, économiques et politiques.

Des centaines d'entreprises fermées, des centaines de milliers de jeunes y compris diplômés contraints à l'exil. 45% de la population hors de toute protection sociale. Le retour d'une médecine d'urgence comme dans les pays en guerre ou en proie à une catastrophe naturelle. Des dettes et des taxes impossibles à régler par la majorité de la population.

L'élection de dimanche a comme première vertu de redonner aux Grecs la dignité, dont leurs dirigeants les avaient privés depuis des années.

Le programme économique de Syriza est un programme de nette rupture avec les politiques menées. Il mise sur la croissance par le retour de l'investissement public et par la relance de la consommation interne en arrêtant les ponctions sur les salaires et les retraites. Il parie aussi sur une lutte sans merci contre l'évasion fiscale et contre les oligarques armateurs qui se sont toujours arrangés pour échapper à l'impôt.

En un mot comme en mille, ce qui s'est passé ce dimanche en Grèce est bien une déflagration en Europe. Pour la première fois un parti va mener une politique anti-austéritaire au sein de la zone euro.

C'est sur les points cardinaux du programme économique de Syriza : 1) renégociation de la dette, 2) répondre à l'urgence humanitaire en direction des familles sous le seuil de pauvreté, le relèvement des salaires et des pensions, 3) relancer l'économie et la création d'emplois par une réforme fiscale juste, la création d'une banque publique consacrée à l'aide aux PME, le rétablissement du SMIC et l'arrêt des privatisations que l'accord de gouvernement s'est fait avec le parti souverainiste des « Grecs indépendants ». Les autres partis étaient soit compromis dans les politiques menées par la troïka et donc exclus du champ des possibles, soit, comme le Parti communiste de Grèce, à qui la proposition de participation, voire de soutien, a été faite et qui n'a accepté que de soutenir les projets de lois au coup par coup.

Nos amis et camarades grecs peuvent compter sur la solidarité des communistes français et des camarades du Front de gauche, ainsi que de nombreux socialistes et écologistes. En témoigne leur présence au gymnase Japy et place du Colonel-Fabien dimanche soir.

Les forces qui rejettent l'austérité et le démantèlement des acquis sociaux en France sont nombreux à gauche. Le chemin pour parvenir à la victoire, comme à Athènes, ne sera certainement pas le même, mais il y a fort à parier que l'exemple de la victoire de Syriza peut permettre d'accélérer le processus de dialogue et de proposition de la gauche française. Celle qui n'a pas renoncé et ne renoncera pas à changer la vie.

### C'est une très grande victoire de Syriza.

Avec 36,34%, Syriza gagne haut la main les élections de ce dimanche 25 janvier 2015 (+ 10 points par rapport à juin 2012) et double son nombre de sièges (149) à la Vouli. A deux sièges près, Tsipras obtenait la majorité absolue (151 sièges).

Le message du peuple grec est clair : il veut la fin de l'austérité et il a sanctionné toutes les forces compromises avec la troïka. La droite (ND) recule mais reste forte grâce à une captation des voix d'extrême droite (notamment en utilisant l'amalgame immigration/djihadisme à la faveur des événements morbides survenus en France) Le Pasok s'effondre (4,7 contre 40 % en 2008) et le nouveau parti de Papandréou ne passe pas les 3 % nécessaires à une entrée au Parlement. C'est la première fois depuis 1974 qu'il n'y a pas de Papandréou au Parlement.



Autre enseignement du scrutin : les solutions solidaires et européennes l'ont emporté sur les tentations de replis identitaires, racistes et xénophobes. L'extrême droite néonazie est contenue, même si elle est le troisième parti (6,3).

A gauche, le KKE progresse légèrement (5,5). S'il a, pour des raisons tactiques, affirmé qu'il voterait les mesures sociales, il ne votera pas la confiance au gouvernement et ne sera pas un allié.

Une nouvelle force centriste et libérale, To Potami (la Rivière) émerge sur les décombres de la social-démocratie : c'est une coalition hétéroclite qui ne refuse pas l'austérité.

A droite, l'ANEL, les Grecs indépendants, parti souverainiste de droite détient 13 sièges. C'est avec eux que Syriza a passé un accord de gouvernement.

### Le gouvernement Tsipras

Des ruptures symboliques sont déjà opérées : Alexis a prêté serment sur la constitution et non la Bible. Il s'est rendu au mémorial des 200 communistes fusillés par les nazis. Et les barrières empêchant d'approcher le Parlement ont été retirées.

### Dès les prises de fonctions des ministres, les mesures sont tombées :

- Fin de la privatisation du port du Pirée et de la compagnie d'électricité (DEI), travail de redéfinition des secteurs stratégiques d'intérêt national
- Rétablissement du salaire minimum (+250 euros pour tous les smicards)
- Rétablissement de l'électricité pour les 300 000 familles qui en étaient privées, faute de moyens
- Fin de la taxe sur les ordonnances de santé
- Droit du sol : nationalité pour les enfants nés en Grèce
- Réintégration des fonctionnaires
- Réintégration des femmes de ménage du ministère des Finances
- Relèvement des petites pensions de retraite

Les intentions du gouvernement vis-à-vis de l'UE sont maintenant précisées. Et on peut compter sur le très médiatique ministre des Finances, Yanis Varoufakis, l'économiste « Rock n Roll », pour mener la bataille idéologique :

- Stop l'austérité : fin de la troïka, exclusion de l'investissement public des dépenses comptabilisées pour l'application du traité budgétaire, « new deal européen » (plan d'investissement massif pour la reconstruction productive), QE de la BCE.
- Renégociation de la dette : « Conférence sur la dette européenne » et annulation partielle (valeur nominale), moratoire le temps de redresser la croissance, clause de croissance pour le remboursement (financer le remboursement par la croissance et non le budget).
- Confrontation avec Merkel sur la base suivante : « égalité des peuples européens, un pays, une voix, Merkel est une cheffe d'État parmi les autres ».

La bataille qui s'annonce à leurs côtés va porter sur trois questions :

1. Faire respecter le vote des Grecs contre les marchés. Un débat s'amorce sur ce que veulent dire les mots de démocratie et de souveraineté en Europe.
2. La bataille de la dette. Une issue dans le sens des propositions de Syriza est possible par le rachat des titres publics grecs par la BCE. Ce rachat pourrait se faire en abandonnant le paiement des intérêts payés par l'État grec. On nous dit que les Français vont payer, c'est faux. 80 % de la dette grecque est détenue par les banques centrales, le Fonds européen de stabilité financière et des États européens. Une dévalorisation de ces titres ne serait pas une perte mais une moindre valeur dans leurs bilans. C'est aux banques qu'il faudrait demander

de recouvrir les profits indûment perçus pendant des années. Il y a aussi et surtout sur les contreparties demandées. Nous demandons que cessent les exigences de réformes répressives. C'est à la relance sociale de la Grèce que l'argent doit être consacré.

3. Enfin une bataille s'annonce sur Syriza elle-même et à travers elle sur le PGE. Ils veulent effacer le caractère européen et de gauche de notre combat, car ce qu'ils ne supportent pas c'est qu'émerge une alternative de gauche dans l'Europe.

C'est le sens de tous nos efforts depuis 2005 et encore plus depuis 2010.

C'est pourtant cette bataille qui peut se prolonger en Espagne et en France.

L'enjeu du Forum européen des alternatives, les 30 et 31 mai à Paris, une initiative lancée pour le 10 février.

Toutes les batailles que je viens d'évoquer s'inscrivent dans l'esprit général qui est le nôtre pour ouvrir une perspective alternative à l'austérité.

Les événements que nous venons de vivre en janvier, le potentiel d'action révélé par notre peuple, la victoire de Syriza, tout cela nous fait ressentir avec plus d'acuité le paradoxe de la situation politique nationale, marqué par des attentes populaires toujours aussi fortes et verrouillées en même temps, d'un côté par la politique gouvernementale et la division qu'elle provoque dans les forces populaires de la gauche et de l'autre côté par le poids du Front national.

Cette situation nous confronte à deux impératifs apparemment contradictoires. D'une part, la nécessité d'un rassemblement extrêmement large, dont les ressources populaires et citoyennes dépassent les frontières établies. De l'autre, la nécessité des combats contre une politique gouvernementale assurée par une partie de la gauche. Dépasser cette difficulté nous oblige à mes yeux à sortir des cadres établis et à charger de logiciel pour aborder l'ambition de rassemblement nécessaire avec la hauteur de vue nécessaire.

C'est bel et bien en plongeant avec audace dans le débat citoyen et populaire sur le projet que nous voulons pour la France, en l'animant en toutes circonstances que nous pouvons bouger les lignes. Quelle France voulons-nous ? Quelle école ? Quelle égalité ? Quelle République ? Quelle Europe ? Voilà à partir de quoi doivent se construire les espaces de rassemblement, et rien d'autre.

Le débat sur les alliances, tel qu'il est trop souvent mené, tel qu'il nous est trop souvent imposé, est devenu totalement stérile et stérilisant. Le problème n'est évidemment pas de nier les obstacles et des divisions créées par l'orientation du Parti socialiste. Le défi est de chercher en permanence, non pas à s'adapter à cette situation en réduisant notre offre politique, mais au contraire à dépasser la division qu'elle génère par une offre de rassemblement plus forte encore.

C'est un fait, les forces populaires ne trouveront pas la voie de leur rassemblement autour de la politique gouvernementale. Mais la proposition d'entériner cette décision, point final, ne crée aucune dynamique. Ce qui doit être plus que jamais lisible, ce n'est pas ce que nous refusons, mais les bases du rassemblement transformateur que nous proposons. Si nous savons être plus audacieux encore que nous ne le sommes, je suis persuadé que la poussée des exigences populaires et les impasses gouvernementales continueront de faire éclater les contradictions. Regardez les déclarations du Parti socialiste sur Syriza. Bartolone dit dans la même semaine qu'il voterait Syriza et la loi Macron.

A nous de pousser l'avantage en nous appuyant sur l'entrée des citoyens dans le débat populaire. Et voyons que les possibilités de convergence grandissent chaque jour avec des acteurs nouveaux : écologistes, socialistes, syndicalistes, citoyens, intellectuels....

Le défi, je le répète, est de mettre en permanence à la disposition de tous, un espace public et un cadre d'alliance le plus ouvert possible sur des bases de changement véritables.

Un peu moins d'entre soi politique, un peu plus d'audace rassembleuse, voilà l'un des changements que nous impose la situation, si nous ne voulons pas constater amèrement la succession des victoires politiques de la droite et de l'extrême droite.

C'est dans cet esprit qu'il nous convient d'investir les Chantiers d'espoir lancés avec nous par un appel de 500 personnalités. Faisons vivre ce cadre avec ambition, en ayant comme objectif de renforcer la contradiction et l'appropriation populaire la plus large d'une base de changement véritable.

C'est dans cet esprit qu'il convient d'utiliser le tour de France des régions que j'ai entrepris et dont la première étape révèle l'immense potentiel.

C'est dans cet esprit que nous devons rendre plus lisible notre apport au projet que nous voulons pour la France. Je vous propose que nous tenions pour cela au printemps, après les départementales, une importante initiative de lancement de notre convention nationale de projet prévue avant notre prochain congrès. Sous la responsabilité du comité du projet, nous pourrions lors d'une réunion de dimension nationale rendre publique la première version de ce projet, de ce manifeste pour la France qui deviendrait alors la contribution ouverte et synthétique des communistes au débat national engagé pour sortir la France de la crise, reconstruire la République et construire la France qui nous rassemble.

Sans attendre, il nous faut également donner dans ce nouveau contexte un élan nouveau à notre campagne des élections départementales.

Oui, ces élections départementales sont un enjeu majeur pour notre peuple et notre pays. Car, avec le Front de gauche et tous ceux qui se retrouveront dans notre démarche de rassemblement, si nous ne jetons pas toutes nos forces dans la bataille, si nous n'appelons pas à ce que notre peuple redevienne acteur de son histoire comme il a su le faire le 11 janvier, et comme le peuple grec à su le faire dans son pays dimanche dernier, ces élections, à la suite des élections partielles, des municipales et des européennes, ne seront qu'une étape de la chronique annoncée de la conquête de toutes les pouvoirs par la droite et le Front national, et de la décomposition de la gauche, sur fond d'abstention massive et de rejet de la politique institutionnelle par les catégories populaires.

Il est de notre responsabilité de démentir ce scénario et de faire de cette élection un moment de résistance populaire aux politiques d'austérité et de rassemblement pour construire une véritable perspective de changement et de progrès pour notre peuple. Et la première condition nécessaire à la réalisation de cet objectif politique passe par les candidatures – en nombre et en qualité – que nous présenterons ou soutiendrons.

Laisser croire que la dégradation de la situation politique et économique doublée d'une victoire de la droite et du Front national, d'un effondrement du Parti socialiste dû à l'abstention de l'électorat populaire, améliorerait le niveau de conscience des citoyens relève d'une illusion mortifère et irresponsable. En effet, qui pourrait en conscience donner les clefs des départements à une droite et extrême droite dont les principaux reproches fait au gouvernement sont de ne pas aller assez loin dans ses mesures antisociales et austéritaires, de ne pas donner assez au patronat, aux actionnaires et à la finance.

Notre travail est de faire la démonstration qu'une autre construction politique à gauche est possible, qu'elle émerge et qu'elle se renforce. Ce qui s'est passé le 11 janvier montre que le potentiel existe dans la société française. Ce qui a eu lieu en Grèce montre que c'est possible. Ce qui se noue dans nombre de cantons, certes de manière balbutiante, inégale et contradictoire, au travers de rassemblements citoyens avec les forces du mouvement social, du Front de gauche, de Nouvelle Donne, des Verts et de socialistes plus ou moins frondeurs, montre que cela est réalisable en France. Nous devons, à l'occasion de ces élections, faire la démonstration qu'il est possible en France de marquer des points sur ce chemin.

Ces élections sont aussi un test politique sur l'utilisation de la dépense publique et sur sa réduction. Un test qui porte sur les 72 milliards d'euros de réponses publiques aux besoins populaires et pour la modernisation des territoires. Nous devons faire reculer dans la société française l'idée profondément réactionnaire que nous vivrions au-dessus de nos moyens. Au contraire, la dépense publique départementale est un facteur de renaissance d'une croissance durable, écologique, créatrice d'emplois et répondant aux besoins des populations. Contraire au CICE qui ne fait qu'engraisser les actionnaires et financer des investissements destructeurs d'emplois, chaque euro dépensé par le département, du collège à la voirie en passant par le social et la culture, est utile au développement humain, à l'emploi et à l'écologie. Pour dire cela lors de la campagne, nous avons nombre d'alliés potentiels : parents d'élèves, associations, acteurs de la vie culturelle et sportive, agents territoriaux, professionnels de la santé et même bien des patrons de PME/PMI. A nous de les rassembler car le rapport de forces qui sortira des urnes sera décisif pour l'avenir de la dépense publique et contre les politiques d'austérité, qu'elles soient portées par le gouvernement Valls ou par la droite et l'extrême droite.

Des éléments de programme plus concrets imprimeront notre marque partout sur le territoire nationale :

- Répondre aux urgences sociales en proposant des mesures concrètes d'aides au pouvoir d'achat, pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux, pour défendre la santé, promouvoir la formation des jeunes, pour la reconquête du droit au travail.
- Développer les politiques de solidarité. Compte tenu de la demande forte et croissante d'aides à domicile pour les personnes qui ont souvent plus besoin d'assistance que de placement en établissement, nous mettrons en avant l'exigence de création « d'un grand service public national d'aide à la personne » avec ses déclinaisons départementales.
- Des mesures favorables à la transition énergétique et écologiste, en matière de transport, de soutien à l'agriculture, pour la protection de la biodiversité... en dénonçant les règles européennes de libre-échange et de privatisation des sous-sols (GMT-TAFTA).
- La mise en place de nouveaux mécanismes démocratiques, de dialogue et de partage des pouvoirs par l'indispensable promotion de la souveraineté populaire.
- Donner un nouvel élan aux fructueuses relations avec le monde associatif et aux partenariats avec les communes.
- Faire du département un acteur combatif dans la réforme territoriale et dans la mise en place des métropoles en zone urbaine.

Bien sûr cette élection ne peut être déconnectée de la bataille autour de l'organisation territoriale de notre République et de ses conséquences pour la vie de nos concitoyens, et cela que l'on soit en zone rurale, périurbaine ou promise à la métropolisation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le gouvernement et les médias dominants parlent le moins possible des élections départementales, quand ils n'argumentent pas sur l'inutilité de ce scrutin, vu à leurs yeux que les départements auraient vocation à disparaître. Cette banalisation du scrutin de mars s'inscrit dans la stratégie de

« dévitalisation » progressive du département. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et les dernières reculades du gouvernement montrent qu'ils ont tendance à prendre leurs désirs pour des réalités. Force est de constater que le département fait partie de l'ADN de notre nation. La question du département et de cette élection, c'est aussi de savoir dans quelle société et dans quelle République nous voulons vivre.

Si on veut d'une société de l'égalité de l'accès à des services publics de proximité et de qualité, une société où on puisse vivre, travailler et décider au pays, une société de l'égalité où chacun soit en mesure de faire valoir ses droits, une société de la fraternité où la solidarité est sociale comme territoriale, une société du bien vivre ensemble et du libre développement de chacun, une société où l'émancipation se substitue au constat des discriminations, alors là le département est avec la commune un outil territorial indispensable. Dans cette société ce n'est pas moins de département qu'il faut mais un département laissant plus de place à l'intervention citoyenne et ayant plus de moyens budgétaires, grâce à une fiscalité nouvelle et juste qui arrête de frapper les petits et qui mette notamment à contribution les actifs financiers des grandes entreprises.

Nous devons argumenter contre l'abstention et agir concrètement. Et nous savons que l'abstention touche en particulier les quartiers et catégories populaires et les moins de cinquante ans. Nous savons que ce n'est pas de l'incivisme. Nous savons que cela touche autant des citoyens très engagés dans la vie de la cité, que des personnes en très grandes difficultés sociales, économiques et culturelles.

On ne peut seulement réduire l'abstention à l'expression d'un désarroi ou d'un mécontentement face au gouvernement. Elle est l'expression structurelle et critique d'une crise politique et institutionnelle profonde, ou se mélange cynisme, individuation, constat d'impuissance de la politique et des institutions de la Commune à l'État.

Cette question de l'abstention est stratégique car comment changer la société française sans la participation de ceux qui y ont le plus intérêt. Comment unir notre peuple si ceux qui sont Charlie comme ceux qui ne sont pas Charlie ne construisent pas leur choix politiques jusqu'aux urnes.

J'en viens à la question des candidatures. Je tiens d'abord à ce propos à souligner le travail remarquable des directions fédérales et de tous les militantes et militants du PCF qui ont dû en très peu de temps s'adapter à une situation tout à fait nouvelle : un calendrier électoral avancé de 8 mois, de nouveaux cantons, tous les cantons votant en même temps, des comptes de campagne partout ainsi que la parité des candidatures.

Nombre de fédérations ont réussi à construire des candidatures à l'image de rassemblement du peuple de France que nous voulons, puisant ainsi dans les forces vives du monde du travail, de la création, et du mouvement social. Dans nombre de départements, à travers ces candidatures, avec les formations du Front de gauche, Nouvelle Donne, certains Verts et Socialistes frondeurs, nous voyons se profiler le rassemblement grand angle dont nous rêvons et qui doit préfigurer la gauche majoritaire de demain.

Notre parti a contribué très fortement en quantité et en qualité à ce cadre majoritaire de candidatures Front de gauche élargies, du fait de sa volonté de faire vivre et d'ouvrir le Front de gauche et du fait de son implantation territoriale. Ceci est vrai en particulier pour les candidatures féminines.

A canton comparable, Il y a un fort renouvellement de nos sortants. Nous avons encore dans un certain nombre de cantons des difficultés à trouver des candidats et à nouer les rassemblements nécessaires. Mais d'ici le 16 février, j'ai la conviction que si nous nous inspirons des expériences de

rassemblement grand angle initié dans la majorité des cantons, nous pouvons créer les conditions de trouver partout des candidats et candidates parmi toutes les électeurs de progrès qui aspirent à autre chose que la gauche de la médiocrité qui est actuellement au pouvoir.

Les directions fédérales ont su apprécier finement là où il y avait, du fait de la règle des 12,5% des inscrits pour figurer au 2<sup>e</sup> tour, un risque de 2<sup>e</sup> tour droite-FN, et elles ont pris les nécessaires mesures adéquates pour parer à ce danger dont il ne faut absolument pas sous-estimer l'impact politique pour l'avenir. Mais tout cela n'est pas et n'a pas été sans contradictions et difficultés.

Parfois l'illusion de régler les questions de lisibilité politique au travers des alliances nous ont fait oublier nos objectifs politiques de transformation sociale et l'intérêt premier des citoyens. Soyons clairs, ne pas créer toutes les conditions de l'élection d'un ou d'une conseiller-e départemental-e communiste sur un canton conduit toujours à laisser le champ libre au Parti socialiste, à la droite ou à l'extrême droite et cela au détriment des intérêts des classes populaires.

Si le nombre de voix qui se porteront sur nos candidats sera essentiel, le nombre d'élus que nous aurons au final sera déterminant pour l'avenir. Car partout, quelle que soit la majorité départementale in fine, nous aurons besoin d'élus communistes pour faire entendre la voix de tous ceux à qui on ne donne jamais la parole. Car dans aucun département, il ne pourra y avoir d'authentiques politiques de gauche sans élus communistes. Plus que jamais en ces temps cruciaux pour l'avenir de notre peuple, nous aurons besoin d'élus communistes pour appuyer et relayer toutes les luttes au cœur même des institutions. Un parti qui n'a pas d'élus est un parti qui se refuse à agir sur le réel, à affronter les contradictions et à aller jusqu'au bout des exigences de la transformation sociale. C'est pourquoi quand j'entends des camarades dire « oui, oui d'accord des élus mais pas à n'importe quel prix », je leur demande de réfléchir au pire qui constitue l'absence d'élus communistes.

A ces objectifs s'ajoute l'ambition de conforter les présidences communistes du Val-de-Marne et de l'Allier. Ces deux départements sont de véritables laboratoires de l'innovation démocratique, culturelle, écologique, économique et sociale au service des citoyens. Ils sont aussi des terres de lutte et de solidarité contre les politiques d'austérité. La bataille pour le bien vivre ensemble est dans l'ADN des gestions de ces deux départements. Dans ces deux départements la bataille sera rude contre une droite et une extrême droite déchaînées et désinhibées. Face à cela, les camarades de l'Allier et du Val-de-Marne entendent mener une campagne victorieuse de rassemblement large et populaire en phase avec les valeurs de la majorité de gauche de ces deux départements.